

République centrafricaine

2017 Conclusions sur les pires formes de travail des enfants

En 2017, la République centrafricaine a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adhéré au Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et réuni des représentants de 14 groupes armés dans le cadre du suivi de l'accord du Forum de Bangui, lors duquel les groupes en question sont convenus de participer à un projet pilote de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Il a également nommé plusieurs membres à la Cour pénale spéciale, qui enquête sur les violations graves des droits de l'homme, notamment l'usage d'enfants dans le conflit armé, créé une Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles, et mis en place le ministère de la Promotion de la femme, de la Famille et de la Protection de l'enfant afin d'améliorer la coordination des programmes concernant les femmes, la famille et les enfants. Toutefois, en République centrafricaine, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans l'extraction des diamants et les conflits armés, parfois du fait de leur recrutement forcé ou obligatoire par des groupes armés non gouvernementaux. Selon les estimations, 1,4 million d'enfants n'avaient pas accès à l'éducation du fait de l'instabilité continue, et l'insuffisance des ressources a empêché la mise en œuvre par le gouvernement des politiques et des programmes de lutte contre le travail des enfants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, en République centrafricaine, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que tous les enfants soient protégés par la loi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2017
	Déterminer les types de travaux dangereux interdits aux enfants en consultation avec des organisations d'employeurs et de travailleurs et veiller à ce que les types de travaux dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive.	2013 – 2017
	Publier la source juridique fixant l'âge minimum du service militaire volontaire.	2015 – 2017
Application	Veiller à ce que les tribunaux bénéficient de ressources suffisantes pour être pleinement opérationnels et que les particuliers puissent signaler les infractions et avoir accès aux procédures judiciaires officielles à travers tout le pays.	2016 – 2017
	Publier des informations sur le niveau de financement de l'Inspection du travail, le nombre d'inspecteurs du travail, le type de formation dispensée aux inspecteurs et aux enquêteurs, et les données sur les activités répressives, y compris le nombre et le type d'enquêtes menées, d'infractions constatées, de sanctions imposées, d'amendes perçues, de poursuites lancées, de condamnations obtenues, et si des inspections de routine et des inspections inopinées ont été effectuées.	2014 – 2017
	Veiller à ce que les organismes de répression aient assez de personnel, de moyens et de fonds alloués pour faire respecter les lois relatives au travail des enfants et fournir des services aux victimes dans tout le pays.	2009 – 2017

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Augmenter considérablement le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT et veiller à ce que les agents des services de répression disposent des ressources nécessaires pour remplir leur mission.	2009 – 2017
	Veiller à ce que des enfants ne soient pas victimes de violences lors des enquêtes judiciaires, qu'ils ne soient pas retenus dans des centres de détention avec des adultes et qu'ils aient accès à des prestataires de services sociaux et à l'aide humanitaire lorsqu'ils sont retirés de groupes armés.	2016 – 2017
Coordination	Veiller à ce que les mécanismes de coordination fonctionnent et combattent toutes les formes de travail des enfants, y compris ses pires formes.	2011 – 2017
Politiques gouvernementales	Mettre en œuvre les politiques établies en matière de travail des enfants, y compris ses pires formes.	2013 – 2017
	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014 – 2017
	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans la Stratégie nationale pour le secteur de l'éducation.	2009 – 2017
Programmes sociaux	Veiller à ce que les enfants touchés par le conflit ne soient pas assujettis aux pires formes de travail des enfants par les forces de maintien de la paix.	2016 – 2017
	Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, en prenant davantage de mesures pour que tous les enfants aient un acte de naissance, en prévoyant un nombre approprié d'enseignants et de salles de classe dans tout le pays et en veillant à ce que les écoles soient des espaces sécurisés et hors d'atteinte des groupes armés.	2009 – 2017
	Développer les programmes qui viennent en aide aux anciens enfants soldats et aux enfants associés aux groupes armés, et améliorer la coordination entre les acteurs pertinents.	2013 – 2017
	Allouer des ressources suffisantes et mettre en œuvre des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'ensemble du pays.	2009 – 2017